

F. 96 — 1934

(C — 27502)

25 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant un subside aux entreprises qui réalisent des investissements ayant pour but de faciliter le développement du transport par voies navigables

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 25 juillet 1996 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1996;

Vu l'approbation de la Commission européenne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le plan wallon d'aides au transport par voies navigables produit ses effets le 1er janvier 1996 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999, qu'il est, dès lors, impératif de prendre sans retard des mesures en vue de le mettre en œuvre;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre ces mesures afin que la batellerie wallonne s'adapte avec efficacité et avec la compétitivité requise à la libération du marché au sein de l'Union européenne qui sera effective au 1er janvier 2000;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale, ci-après dénommée "l'entreprise", peut bénéficier, annuellement, d'un subside représentant 50 % du montant de l'investissement sans que ce subside annuel n'excède 2 millions de FB par entreprise.

Le seuil d'investissements éligibles doit s'élever, au minimum, à un million de FB.

Art. 2. Seule peut bénéficier d'un subside l'entreprise qui réalise des investissements dans des équipements fixes et mobiles de superstructure nécessaires au transbordement, à l'exclusion des camions.

Ces investissements doivent constituer un ensemble d'opérations et de dépenses devant nécessairement figurer à l'actif du bilan dans la rubrique "immobilisés".

Art. 3. L'entreprise sollicitant un subside doit respecter les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité, ainsi que les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

L'entreprise doit, en outre, respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels repris dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

L'entreprise s'engage à réaliser, durant l'année qui suit la réalisation des investissements, un tonnage supplémentaire de transport par voie d'eau.

Elle s'engage également à conserver cet accroissement de tonnage pendant quatre ans à l'issue de l'année qui suit la réalisation des investissements.

Art. 4. § 1er. Les dossiers des entreprises sont introduits auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée "l'administration", dans un délai de trois mois à dater du début des investissements.

Il y a lieu d'entendre par début des investissements, la date de la première facture.

Des factures enregistrées avant le délai de trois mois visé à l'alinéa 1er peuvent être acceptées par le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions ou le directeur général de l'administration dans des cas exceptionnels et dûment justifiés.

§ 2. L'administration transmet les dossiers auprès de l'Office de Promotion des voies navigables, afin que celui-ci fixe le tonnage supplémentaire de transport par voie d'eau auquel l'entreprise doit s'engager.

§ 3. Les investissements doivent être terminés au plus tard douze mois après la date de l'introduction du dossier.

Art. 5. Le subside est versé sur demande de l'entreprise, indiquant l'état d'avancement de la réalisation des investissements et sur production de la preuve du respect des conditions visées à l'article 3, alinéas 1er et 2.

Le versement du subside ne peut intervenir qu'après réalisation de la totalité des investissements et paiement de ceux-ci.

Art. 6. Le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions notifie sa décision à l'entreprise qui est matérialisée par une convention qui contient, notamment, le tonnage supplémentaire de transport par voie d'eau que l'entreprise s'engage à réaliser et à maintenir.

Art. 7. Le versement du subside est subordonné au contrôle effectué par l'administration, de la réalisation des investissements. Ce contrôle est effectué en collaboration avec l'Office de Promotion des voies navigables. Il est effectué, soit sur base de pièces transmises par l'entreprise, soit sur place.

L'administration contrôle également la condition visée à l'article 3, alinéas 3 et 4.

Dans le cas où le tonnage n'est pas réalisé durant la période visée à l'article 3, alinéas 3 et 4, le subside doit être restitué.

Art. 8. L'entreprise ayant bénéficié du subside doit le restituer dans un délai de cinq ans à partir de la date de la fin de la réalisation des investissements, si elle n'utilise pas, aliène ou cesse d'utiliser aux fins et conditions prévues, les investissements ayant fait l'objet du subside.

Art. 9. A titre transitoire, pour l'année 1996, l'entreprise peut introduire un dossier sans qu'il ne soit tenu compte du délai de trois mois fixé par l'article 4, § 1er.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
 Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1996 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999.

Namur, le 25 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 1934

[C - 27502]

25. JULI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung eines Zuschusses an die Unternehmen, die Investitionen tätigen, um die Entwicklung des Transports auf schiffbaren Wasserstraßen zu erleichtern

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 25. Juli 1996 zur ersten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1996;

Aufgrund der Zustimmung der Europäischen Kommission;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, §1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der wallonische Plan zur Förderung des Transports auf schiffbaren Wasserstraßen am 1. Januar 1996 wirksam wird und am 31. Dezember 1999 außer Kraft tritt, und daß es daher unerlässlich ist, unverzüglich Maßnahmen zu treffen, um den genannten Plan zu verwirklichen;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, diese Maßnahmen zu treffen, damit die wallonische Binnenschifffahrt sich wirkungsvoll und mit der verlangten Wettbewerbsfähigkeit an die am 1. Januar 2000 eintretende Liberalisierung der Märkte innerhalb der Europäischen Union anpassen kann;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Jede natürliche Person oder jede in der Form einer Handelsgesellschaft gegründete juristische Person, nachstehend "der Betrieb" genannt, kann jährlich in den Genuß eines Zuschusses gelangen. Dieser beläuft sich auf 50 % des Betrags der Investition, ohne daß dieser jährliche Zuschuß 2.000.000 BEF pro Betrieb übersteigt.

Der Grenzbetrag der förderungswürdigen Investitionen muß mindestens eine Million BEF betragen.

Art. 2 - Nur der Betrieb, der Investitionen für feststehende oder bewegliche Überbauausrüstungen tätigt, die für das Umladen notwendig sind, mit Ausnahme von Lastkraftwagen, kann in den Genuß eines Zuschusses gelangen.

Diese Investitionen müssen eine Reihe von Geschäften und Aufwendungen bilden, die unbedingt auf der Aktivseite der Bilanz unter Rubrik "Anlagevermögen" angeführt sein müssen.

Art. 3 - Der Betrieb, der einen Zuschuß beantragt, muß den für die Ausübung seiner Tätigkeit geltenden gesetzlichen Bestimmungen sowie den steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Rechtsvorschriften und Regelungen genügen.

Der Betrieb muß außerdem alle in dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über Buchhaltung und Jahresabschlüsse von Unternehmen angeführten Bestimmungen in Bezug auf die Buchhaltung und die Jahresabschlüsse einhalten.

Der Betrieb verpflichtet sich, während des Jahres nach der Tätigung der Investitionen eine zusätzliche Tonnage des Transports auf schiffbaren Wasserstraßen durchzuführen.

Er verpflichtet sich ebenfalls diese Tonnageerhöhung während vier Jahren nach dem Jahr nach der Tätigung der Investitionen aufrechtzuerhalten.

Art. 4 - § 1. Die Akten der Betriebe werden bei der Generaldirektion für Wirtschaft und Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend "die Verwaltung" genannt, innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Beginn der Investitionen eingereicht.

Unter Beginn der Investitionen ist das Datum der ersten Rechnung zu verstehen.

Die vor der in Absatz 1 angeführten Frist von drei Monaten eingegangenen Rechnungen können durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die K.M.B. gehören, oder durch den Generaldirektor der Verwaltung in hinreichend gerechtfertigten Ausnahmefällen angenommen werden.

§ 2. Die Verwaltung übermittelt die Akten der Unternehmen dem "Office de Promotion des voies navigables" (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen), damit es die zusätzliche Tonnage des Transports auf schiffbaren Wasserstraßen, zu der der Betrieb sich verpflichten muß, festlegt.

§ 3. Die Investitionen müssen spätestens zwölf Monate nach dem Datum der Einreichung der Akte abgeschlossen sein.

Art. 5 - Der Zuschuß wird ausbezahlt, nachdem der Betrieb den Antrag gestellt hat, in dem der erreichte Stand der Ausführung der Investitionen angegeben wird und nachdem er den Nachweis erbracht hat, daß er die in Artikel 3, Absatz 1 und 2 angeführten Bedingungen eingehalten hat.

Die Ausbezahlung des Zuschusses darf erst dann stattfinden, nachdem die gesamten Investitionen durchgeführt und bezahlt wurden.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die K.M.B. gehören, teilt dem Betrieb seine Entscheidung mit, die durch ein Abkommen konkretisiert wird. Dieses Abkommen beinhaltet u.a. die zusätzliche Tonnage des Transports auf schiffbaren Wasserstraßen, zu deren Durchführung und Aufrechterhaltung der Betrieb sich verpflichtet.

Art. 7 - Der Zuschuß wird nur ausbezahlt, nachdem die Verwaltung die Durchführung der Investitionen überprüft hat. Die Überprüfung wird in Zusammenarbeit mit dem "Office de Promotion des voies navigables" durchgeführt. Sie wird entweder auf der Grundlage von durch den Betrieb übermittelten Schriftstücken oder vor Ort durchgeführt.

Die Verwaltung überwacht ebenfalls die Beachtung der in Artikel 3, Absatz 3 und 4, angeführten Bedingung.

Wird die Tonnage während des in Artikel 3, Absatz 3 und 4, angeführten Zeitraums nicht erreicht, ist der Zuschuß zurückzuerstatten.

Art. 8 - Der Betrieb, der in den Genuß eines Zuschusses gelangt ist, hat diesen in einer Frist von fünf Jahren ab dem Datum des Abschlusses der Tätigkeit der Investitionen zurückzuerstatten, wenn er die Investitionen, für die der Zuschuß gewährt wurde, nicht benutzt, veräußert oder nicht mehr zu den vorgesehenen Zwecken und Bedingungen benutzt.

Art. 9 - Durch eine Übergangsmaßnahme für das Jahr 1996 kann der Betrieb eine Akte einreichen, ohne daß dabei die in Artikel 4, §1, festgelegte Frist von drei Monaten berücksichtigt wird.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die K.M.B. gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 11 - Der vorliegende Erlaß ist vom 1. Januar 1996 bis zum 31. Dezember 1999 wirksam.
Namur, den 25. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe
R. COLLIGNON

VERTALING

N. 98 — 1934

[C - 27502]

25 JULI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een toelage aan bedrijven die investeren om de ontwikkeling van het vervoer over de bevaarbare waterwegen te vergemakkelijken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 juli 1996 houdende de eerste aanpassing van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1996;

Gelet op de goedkeuring van de Europese Commissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Waalse steunplan van het vervoer over de bevaarbare waterwegen in werking treedt op 1 januari 1996 en niet meer van toepassing zal zijn op 31 december 1999; dat het zodanig hoogdringend is maatregelen te treffen voor zijn inwerkingstelling;

Overwegende dat het noodzakelijk is deze maatregelen te treffen zodat de Waalse binnenvaartvloot zich doeltreffend en met het nodige concurrentievermogen aanpast aan de liberalisatie van de markt binnen de Europese Unie die op 1 januari 2000 zal plaatsvinden;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Iedere natuurlijke persoon of iedere rechtspersoon samengesteld onder de vorm van een handelsvennootschap, hierna genoemd "het bedrijf", kan jaarlijks recht hebben op een toelage die gelijk is aan 50 % van het bedrag van de investering zonder dat deze jaarlijkse toelage 2 miljoen frank per bedrijf overschrijdt.

De drempel van de investeringen die in aanmerking kunnen komen, bedraagt ten minste een miljoen frank.

Art. 2. Alléén het bedrijf dat investeringen verricht in vast- of bewegend opbouwuitrustingen die nodig zijn voor het vershippen, vrachtwagens uitgezonderd, kan recht hebben op een premie.

Deze investeringen moeten een geheel van verrichtingen en uitgaven vormen dat noodzakelijkerwijze vermeld is in de activa van de balans onder de rubriek "vastgelegde geldmiddelen".

Art. 3. Het bedrijf dat een premie aanvraagt moet de wettelijke bepalingen naleven die zijn activiteiten regelen, alsook de fiscale, sociale en leefmilieuwetgevingen en reglementeringen.

Het bedrijf moet bovendien alle bepalingen betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen naleven zoals zij vermeld zijn in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

Het bedrijf verbindt zich ertoe een bijkomend tonnage van vervoer over de bevaarbare waterlopen te bekomen tijdens het jaar dat volgt op de verwezenlijking van de investeringen.

Het verbindt zich eveneens ertoe deze tonnageverhoging te behouden tijdens vier jaar na het einde van het jaar dat volgt op de verwezenlijking van de investeringen.

Art. 4. § 1. De dossiers van de ondernemingen worden ingediend bij de Algemene Directie van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna genoemd "de administratie", binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf het begin van de investeringen.

Onder begin van de investeringen dient te worden verstaan de datum van de eerste factuur.

Facturen die geregistreerd zijn voor de in het eerste lid bedoelde termijn van drie maanden kunnen aanvaard worden door de Minister bevoegd voor KMO's of door de directeur-generaal van de administratie in uitzonderlijke en behoorlijk gerechtvaardigde gevallen.

§ 2. De administratie dient de dossiers in bij de "Office de promotion des voies navigables" (Dienst voor de bevordering van de bevaarbare waterwegen), zodat deze dienst de bijkomende tonnage van vervoer over de bevaarbare waterwegen vaststelt waartoe het bedrijf zich moet verbinden.

§ 3. De investeringen moet afgesloten zijn ten laatste twaalf maanden na de datum van de indiening van het dossier.

Art. 5. De betaling van de premie wordt voorafgegaan door de aanvraag van het bedrijf waarin de vorderingstaat van de uitvoering van de investeringen wordt vermeld en op voorlegging van het bewijs dat de in artikel 3, 1e en 2e lid, bedoelde voorwaarden nageleefd worden.

De betaling van de premie gebeurt enkel na de verwezenlijking van alle investeringen en nadat zij betaald zijn.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Economie en KMO's maakt zijn beslissing bekend aan het bedrijf, welke vastgesteld wordt in een overeenkomst die o.m. de bijkomende tonnage van vervoer over de bevaarbare waterwegen die het bedrijf zich voornemt uit te voeren en te behouden vermeldt.

Art. 7. De premie-uitbetaling wordt voorafgegaan door de controle van de uitvoering van de investeringen door de administratie. Deze controle wordt uitgevoerd in samenwerking met de "Office de promotion des voies navigables". Hij gebeurt hetzij op grond van de door het bedrijf doorgegeven bewijsstukken, hetzij ter plaatse.

De administratie controleert eveneens de in artikel 3, 3e en 4e lid, bedoelde voorwaarde.

Indien de tonnage niet verwezenlijkt wordt tijdens de in artikel 3, 3e en 4e lid, bedoelde periode, moet de toelage terugbetaald worden.

Art. 8. Het bedrijf dat recht heeft gehad op een toelage moet ze terugbetalen binnen een termijn van vijf jaar te rekenen vanaf het einde van de verwezenlijking van de investeringen indien zij de gesubsidieerde investeringen niet gebruikt, vervreemdt of niet meer gebruikt volgens de voorziene doeleinden en voorwaarden.

Art. 9. Bij wijze van overgangsmaatregel en wat het jaar 1996 betreft mag het bedrijf een dossier indienen zonder dat er rekening wordt gehouden met de termijn van drie maanden vastgesteld in artikel 4, § 1.

Art. 10. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Economie en de KMO's behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1996 en zal niet meer van toepassing zijn vanaf 31 december 1999.

Namen, 25 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1935

[C — 31297]

27 AVRIL 1995. — Décret instituant le congé politique pour les membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française en vue de l'exercice d'un mandat de membre de l'Assemblée ou du Collège de la Commission communautaire française (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, paragraphe 1er, alinéa 1er, 116, paragraphe 1er, 121, paragraphe 1er, alinéa 1er, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 147 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Les fonctionnaires, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail à durée indéterminée, des services placés directement sous l'autorité du Collège sont mis en congé politique de plein droit à temps plein en vue de l'exercice d'un mandat de membre de l'Assemblée ou du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 3. § 1er. Les périodes couvertes par le congé politique ne sont pas rémunérées.

Elles sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Durant les périodes couvertes par le congé politique, les membres du personnel ne peuvent faire valoir leurs titres à la promotion.

§ 2. Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, ce dernier est suspendu pendant les périodes couvertes par le congé politique.

Celles-ci sont prises en considération comme services admissibles en vue de l'avancement du traitement.

(1) Session 1994-1995

Documents de l'Assemblée. — N° 78. — N° 1 : proposition de décret. N° 2 : texte adopté par la Commission des Affaires sociales et des Compétences résiduelles.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 avril 1995.